

# TRAVAILLEURS

# IMMIGRES EN

# LUTTE



mensuel de l'Organisation Communiste Révolutionnaire  
Internationaliste d'Algérie . 1 fr.

N° 24

Septembre 1978

**VISITE DE Hua Kuo Feng  
AU Shah d'IRAN :**

*Qui se  
ressemble,  
s'assemble !*

**SONACOTRA :**  
**Les grévistes**

**tiennent  
bon !**

(p. 3)

**Affaire Dalila  
Maschino :**  
**- un cas bien  
significatif !**



L'internationalisme prolétarien  
version Pékin...

**TUNISIE :**

Même en prison,  
H. Achour et sa  
clique restent les  
ennemis des tra-  
vailleurs !

POINTS DE VENTE

Librairie du Cinéma 14 juillet : 4 Bd Beaumarchais, 11ème.  
 Librairie Arabe : 2 rue St Victor, 5ème.  
 Librairie Rouge : 10 impasse Guéménée, 11ème.  
 Tiers Mythe : 21 rue Cujas, 5ème ; La Commune : 11 rue Barraud, 13ème.  
 Présence Africaine : 16 rue des Ecoles, 5ème.  
 La Pochette : 5 rue Mirbel.  
 Librairie Jonas : 14 rue de la Maison Blanche, 13ème.  
 Syros : 9 rue de Borromée, 15ème ; Librairie Floréal : 121 av. du Maine.  
 L'harmattan : rue des 4-Vents, 6ème.  
 Beaux-Arts Monde : 410 rue Gay-Lussac, 6ème.  
 Librairie "Le temps des cerises" : 50 Bd de la Madeleine, 06000 NICE.  
 Librairie Quotidienne : 5 rue du Félibre-Gaut, 13100 AIX-EN-PROVENCE.  
 Librairie 71 : 29 rue Jean Jaurès, 44 NANTES.  
 Librairie "Le temps des cerises" : 16 rue Gustave Simon; 54000 NANCY.  
 Librairie "LIRE" : MARSEILLE, rue Sainte.

POUR TOUTE CORRESPONDANCE,  
S'ADRESSER A :

T.I.L.  
 29 rue Descartes  
 75005. PARIS.  
 (Ne pas spécifier autre chose  
 que T.I.L.)

CONDITIONS D'ABONNEMENT :

- Pour la France :  
27 Fr 1'année (11 Fr pour le  
mensuel + 16 Fr de frais d'envoi)
- Pour l'étranger, écris-nous.

## SOMMAIRE

### IMMIGRATION

- p 3, 4 : SONACOTRA : Les grévistes tiennent bon !  
 p 4, 5 : L'immigration en baisse.

### ALGERIE

- p 6, 7, 8 : Affaire Dalila Maschino : Un cas bien significatif !  
 p 8, 9 : Le PAGS pour la nouvelle législation anti-ouvrière .

### INTERNATIONAL

- p 10, 11, 12 : MAURITANIE : Un coup d'Etat à la solde de l'impérialisme  
 français !  
 p 12, 13, 14, 15 : TUNISIE : Même en prison, Achour et sa clique restent les  
 ennemis des travailleurs !  
 p 16 : Visite de Hua Kuo Feng en Iran : Qui se ressemble, s'assemble !  
QUI SOMMES-NOUS : dernière page.

SONACOTRA (suite de la première page).

Cet été, la Sonacotra et le gouvernement s'étaient préparés à en finir avec la grève dans les foyers. Malgré les vacances, ils ont dû déchanter.

Les attaques de la Sonacotra et de Stoléru se sont multipliées. Il y a d'abord eu l'augmentation des loyers de 6,5 % le premier juillet 1978, alors que les travailleurs en demandaient la baisse.

Ensuite, il y a eu l'APL (aide personnalisée au logement) et l'ATL (aide transitoire au logement), divers systèmes selon lesquels les résidents paieraient les loyers en fonction de leurs salaires. Cette aide, qui toucherait surtout les travailleurs qui gagnent moins de 2000 Fr, reviendrait à faire accepter à un certain nombre de résidents (la majorité) leur ancien loyer, ou un loyer supérieur à celui-ci. De toutes façons, même si une partie des résidents bénéficiaient d'une baisse relative, celle-ci ne pourrait en aucun cas être aussi avantageuse pour l'ensemble des travailleurs qu'une baisse uniforme de 100 Fr, celle qu'ils revendiquent. L'application de l'APL et de l'ATL équivaldrait d'une part, à faire reculer les travailleurs sur leurs exigences, et d'autre part, à les diviser, en dissociant la minorité de " bénéficiaires " des autres.

Pour continuer cet énoncé des attaques de la Sonacotra et de Stoléru, il nous faut citer les menaces de coupures d'électricité et de gaz dans les foyers en grève. Cette mesure n'a pas encore été appliquée à notre connaissance, mais elle est brandie par la Sonacotra qui espère ainsi faire fléchir les résidents.

Le dernier aspect de l'offensive de la bourgeoisie a été l'assignation devant les tribunaux d'une centaine de travailleurs (qui seraient des meneurs parce qu'actifs au niveau de la grève), et auxquels on réclame des arriérés de 2000 à 10 000 Fr, sous peine de saisies-arrêts sur salaires, de saisies de biens personnels, d'expulsions de foyer, etc...

Aux attaques de la Sonacotra et du gouvernement, se joignent celles des contre-révolutionnaires du PCF, et des bureaucraties (non moins contre-révolutionnaires) syndicales CGT et CFDT.

C'est ainsi que le PCF et la CGT sont pour l'APL, même s'ils jugent que l'aide est trop faible ; ils cautionnent pleinement cette manœuvre de division de la Sonacotra et de Stoléru. Toujours en chœur avec les patrons, ils contestent la représentativité du comité de coordination (qui serait animé par des gauchistes irresponsables, voir l'Humanité du 6/07). Ils proposent la négociation foyer par foyer, ce qui va à l'encontre de l'unité des résidents et les affaiblit face à la Sonacotra. Ils poussent à la capitulation en présentant les revendications, notamment celle de la grève illimitée, comme irresponsables. Cette politique de la CGT et du PCF vise de toute évidence à saboter directement la lutte, et indirectement à l'isoler (ce qui revient au même).

Mais les grévistes savent à quoi s'en tenir, et malgré tous ces coups qui leur sont portés, ils tiennent bon. L'augmentation des loyers ainsi que l'APL et l'ATL ont été unanimement rejetées. Et de nouveaux foyers se sont même mis en grève en réponse aux 6,5 % d'augmentation.

Aux procès qui ont été intentés à certains résidents, ceux ci

.../...

ont répondu par une mobilisation massive (800 manifestants à Nanterre, 400 à Strasbourg, 2000 à Argenteuil), et 6000 en un cortège combatif à Paris. Résultat, les juges ont dû presque dans tous les cas reporter les jugements à la rentrée (septembre-octobre).

Il faut signaler de plus, que les manifestations organisées lors des procès, étaient accompagnées d'une journée de grève dans les usines, ce qui montre encore davantage la détermination des travailleurs.

La Sonacotra et Stoléru, malgré les basses attaques du PCF et des bureaucraties syndicales, malgré les vacances (période moins propice à la mobilisation du fait du départ de nombreux travailleurs), ont dû reculer.

Mais ne nous faisons pas d'illusions, la partie n'est pas gagnée pour autant ; nos ennemis reviendront à la charge, et dès la rentrée, nous les aurons à nouveau sur le dos, et, comme cet été, il nous faudra faire preuve de détermination, d'organisation et d'unité.

Nous allons avoir à nous défendre, mais nous devons aussi attaquer en étendant la lutte et en cherchant l'unité de tous les travailleurs, Français et immigrés. Aux travailleurs français, il nous faut expliquer que ces attaques que nous subissons, sont une attaque contre toute la classe ouvrière ; et si nous ne nous unissons pas dans la lutte, nous ne pourrons en aucun cas venir à bout de l'ennemi commun.

## L'IMMIGRATION EN BAISSSE

Pendant les périodes d'expansion économique, les pays impérialistes ont fait appel à la main d'oeuvre étrangère : pendant les périodes de crise comme aujourd'hui, par contre, les travailleurs immigrés sont rejetés comme de vieilles éponges usées...

Ainsi, en France, le nombre des travailleurs immigrés s'était fortement accru après la première et la deuxième guerre mondiale, à une époque de reconstruction nationale, c'est-à-dire de consolidation de l'économie capitaliste française. Ce nombre avait au contraire considérablement diminué lors de la grave crise économique internationale des années trente.

Aujourd'hui, nous assistons en France à une campagne du gouvernement tendant à faire croire aux travailleurs français que le chômage est dû à la présence des travailleurs immigrés, qui porteraient aussi en partie

la responsabilité de la crise.. Cette propagande ne sert en fait qu'à justifier l'expulsion déjà amorcée d'une partie des ouvriers immigrés.

L'emploi des travailleurs immigrés par l'impérialisme français lui profite, car cette main d'oeuvre est généralement moins coûteuse, et lui permet de baisser le niveau général des salaires ouvriers par l'effet de la concurrence au sein de la classe ouvrière.

Pourtant, le patronat déclare vouloir réduire de un million le nombre des travailleurs immigrés d'ici 1985 : il est sûr que ces "avantages" pour le patronat, que sont le faible coût et l'exploitation forcée de cette fraction de la classe ouvrière, n'ont pas disparu ; mais d'un autre côté, le prolétariat immigré a fait preuve d'une relativement forte combativité ces dernières années en France.

L'expulsion d'une partie des travailleurs immigrés hors de France est due à la crise, et répond à la volonté qu'a le patronat de diviser la classe ouvrière pour prévenir tout mouvement important de contestation des travailleurs tous unis. La multiplication des expulsions s'accompagne bien évidemment de brimades racistes, du renforcement des mesures policières contre la fraction immigrée des travailleurs immigrés en premier lieu. Le but du patronat est ainsi, d'une part d'expulser suffisamment de travailleurs immigrés pour que ceux qui restent représentent une main d'oeuvre taillable et corvéable à merci, et d'autre part d'orienter la colère des travailleurs français contre les travailleurs immigrés plutôt que contre la bourgeoisie, et donc d'accentuer le racisme et la division de la classe ouvrière.

Aujourd'hui, les effets de cette campagne "anti-immigrés" se font nettement sentir. Ainsi, des statistiques officielles récentes indiquent que le nombre de travailleurs immigrés a baissé de plus de 220 000 entre 1973 et 1978 ! Bien sûr, tous ces travailleurs n'ont pas été expulsés. Certains ont préféré retrouver près de leur famille pour différentes raisons, mais on peut dire que l'insécurité permanente dans laquelle ils se trouvaient en France a dû jouer un rôle certain.

La période à venir devra donc être une période de luttes intenses contre la division de la classe ouvrière et contre le racisme. La tâche des révolutionnaires devra être de montrer que le chômage n'est pas dû à la présence des travailleurs immigrés en France, et qu'au contraire, la forte diminution de l'immigration ouvrière depuis 1973 (entre autres, le contrat entre l'Algérie et la France, qui prévoyait l'emploi de 35 000 travailleurs algériens en France chaque année, a été rompu), a coïncidé avec l'augmentation du chômage.

Enfin, que l'expulsion des travailleurs immigrés ne garantira donc pas l'emploi aux travailleurs français : c'est le capitalisme qui crée le chômage, et lui seul qui l'accentue dans des proportions effrayantes en période de crise !

## ALGERIE

## Affaire Dalila Maschino

## Un cas bien significatif !

Le 10 mars 1975, Dalila Zeghar, jeune bourgeoise algérienne, réussissait à se marier secrètement en France avec Denis Maschino, un Français qu'elle aimait. Sous les menaces du frère de Dalila, quelques mois plus tard, les voilà contraints de fuir vers le Canada pour chercher la sécurité : Messaoud Zeghar, en effet, un des plus gros bourgeois d'Algérie, mécontent que, selon lui, sa soeur ait outrepassé sa loi et n'ait pas épousé celui qu'il lui avait choisi, ne cesse d'annoncer qu'il enverra ses hommes de main pour la ramener de gré ou de force.

Le scénario se termine alors de façon classique : le frère reprend ses droits, et Dalila est kidnappée par les hommes de Zeghar en avril 1978, droguée et ramenée en Algérie sur un fauteuil roulant.

Cette affaire est plus que révélatrice, non seulement du cas que fait l'Algérie dite "socialiste" des droits et libertés démocratiques, et surtout de l'oppression qu'y subissent des millions de femmes.

Pour mieux comprendre, rappelons que Messaoud Zeghar est un des plus gros pontes du gouvernement algérien, riche à millions, ami personnel de Boumediène, travaillant dans les coulisses aussi bien de la diplomatie, que des finances, etc... et n'exerçant pourtant officiellement aucune "fonction publique" : ce qui permettra à la bourgeoisie algérienne de riposter à la campagne internationale de protestation pour la libération de Dalila, en alléguant qu'il s'agit là d'une "affaire privée", et de laisser Zeghar dans l'impunité !

On notera aussi que, dans un Etat qui se réclame du socialisme, un grand bourgeois peut entretenir une véritable milice privée !

Une femme peut ainsi être enlevée, sequestrée, battue, bafouée sans que le gouvernement y voit un crime ! Or il s'agit là d'une jeune bourgeoise qui a pu mener à bien ses études à l'université, qui a joui dans sa jeunesse d'une certaine liberté, qui a eu d'énormes privilèges, eu égard à la fortune familiale : cela laisse entrevoir quelle est la situation de millions de filles et de femmes de la classe ouvrière qui vivent cette oppression, alourdie et aiguisée par la misère et les conditions de vie lamentables. Soumission à la tradition et à la volonté du père, interdiction le plus souvent de continuer ses études après la puberté, claustration,

.../...

abrutissement, et bien souvent coups, viols (faits par des hommes auxquels elles ont été mariées de force), voilà le lot des femmes des couches laborieuses.

Si une femme ou une fille d'ouvriers ou de petits paysans avait été ainsi ramenée de force en Algérie, - et cela doit sans doute se produire -, cela n'aurait sans doute guère suscité plus qu'un entrefilet dans la grande presse. Mais cette fois, la personnalité de la victime, son appartenance à la bourgeoisie, le caractère spectaculaire de l'enlèvement ont contribué à susciter une certaine publicité autour de ce scandale.

Une manifestation devant le consulat d'Algérie a ainsi été organisée, à laquelle ont participé quelques dizaines de femmes algériennes. C'est sans doute peu, mais quand on sait à quelles pressions nos soeurs sont soumises, - y compris sur le sol français -, on comprend que cet acte est courageux.

Les révolutionnaires se doivent de soutenir de telles manifestations quelles qu'en soient leurs limites. Ils ne peuvent que se réjouir qu'un nombre, même petit, de femmes algériennes manifestent la volonté de secouer le joug séculaire qu'elles subissent.

Ce n'est pas pour autant que nous pouvons assimiler le sort de l'ensemble des femmes algériennes à celui de Dalila, comme le font les féministes, et surtout, que nous acceptons le point de vue selon lequel l'union de toutes les femmes algériennes - de la grande bourgeoise à l'ouvrière - est la solution pour mettre fin à cette oppression.

Si elles veulent vraiment s'émanciper, les femmes des couches populaires ne peuvent laisser la direction de leur lutte à des féministes bourgeoises dont le seul objectif est d'obtenir pour les femmes bourgeoises le statut de membres de la bourgeoisie à part entière.

Les féministes bourgeoises veulent avant tout l'égalité pour elles, bien qu'elles prétendent parler au nom de toutes les femmes. D'ailleurs, les femmes bourgeoises n'ont pas véritablement intérêt à détruire complètement les structures familiales, qui sont aussi les fondements du système social de la propriété privée, dont elles tirent leurs privilèges comme l'ensemble de la bourgeoisie.

Seules les femmes des classes exploitées y ont intérêt, car elles n'ont rigoureusement rien à perdre. Sans toucher au capitalisme et à ses inégalités, certaines femmes bourgeoises voudraient sans doute bénéficier de droits comparables à ceux des femmes des pays impérialistes - France, USA, RFA - où les aspects les plus caricaturaux de l'oppression de la femme ont disparu pour la plupart des femmes des classes dominantes. Mais cet objectif est-il réalisable dans un Etat sous-développé comme l'Algérie ?

Il n'y a en fait pas d'exemple d'Etats d'un niveau de développement comparable - avec des traditions religieuses et patriarcales aussi étouffantes - où les femmes bourgeoises aient réussi, non seulement à imposer des droits comparables à ceux qui existent dans les grands pays capitalistes, mais même à engager une lutte collective à un niveau significatif. Il est douteux qu'un mouvement féministe important puisse se développer en l'absence de luttes sociales. Et pour bouleverser les traditions qui règnent dans un pays comme l'Algérie, il faudra certainement des luttes d'une grande ampleur.

.../...

Cela signifie que la seule chance pour les femmes algériennes - y compris les femmes de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie -, de voir leur sort changer radicalement est un bouleversement de la société que seule la classe ouvrière à la tête des paysans pauvres et des autres couches exploitées peut réaliser.

C'est à cet objectif que doivent travailler celles et ceux qui veulent véritablement changer le sort des femmes. Certes, les femmes ont raison de ne pas attendre le jour de la révolution socialiste pour se révolter contre l'oppression, mais elles doivent savoir que cette révolution est indispensable à leur émancipation et que, pour détruire le système capitaliste, elles devront s'organiser sur des bases de classe et lutter aux côtés de l'ensemble des autres travailleurs.

## Le PAGS pour une nouvelle législation anti-ouvrière

Le projet de statut général du travailleur a été définitivement adopté par l'assemblée algérienne, sans être fondamentalement modifié, comme nous le prévoyions dans un article de notre bulletin n° 23.

Cette nouvelle législation vise à accroître l'exploitation des travailleurs. Elle institutionnalise notamment la liaison entre le salaire et la productivité, et elle autorise l'allongement de la durée du travail (de huit à douze heures par jour) et les licenciements individuels ou collectifs ; elle supprime les allocations familiales qui représentent une part importante des salaires ; enfin, elle fait de la grève un crime économique dans le secteur d'Etat.

Les positions du Parti de l'Avant-Garde Socialiste (l'équivalent du PCF en Algérie) concernant cette législation anti-ouvrière méritent d'être examinées, parce qu'elles sont révélatrices de sa nature politique.

- Les salaires : la nouvelle législation prévoit qu'une partie importante du salaire sera dorénavant versée aux travailleurs en fonction de leur rendement. Cela signifie concrètement que les patrons pourront baisser les salaires comme ils le voudront. Le PAGS estime quant à lui qu'il faut

.../...

REVOLUTIONNAIRE

MAURITANIE

"prévoir des dispositions pour la protection des salaires" (voir brochure théorique du PAGES, "Révolution Socialiste" n° 13), mais ne dit rien sur le fait qu'une partie du salaire des travailleurs soit lié au rendement.

- Les licenciements : A ce propos, la nouvelle loi autorise les licenciements individuels ou collectifs "pour des raisons économiques". C'est-à-dire que les entreprises privées ou d'Etat pourront comme bon leur semble jeter les travailleurs à la rue. Cela existait déjà de fait en Algérie, comme dans tous les pays capitalistes, et cette loi n'a rien d'étonnant en soi. Pour les staliniens du PAGES, il faut tout juste "introduire des dispositions rigoureuses au sujet des licenciements collectifs" (RS n° 13).

On doit donc en conclure qu'ils sont pour les-dits licenciements, une fois que des "dispositions rigoureuses" auront été prises. En clair, il faut licencier, mais sans abuser.

- Le droit de grève : la nouvelle loi interdit la grève dans le secteur d'Etat. Le PAGES est contre cette interdiction, mais tout en prenant des précautions : "Les travailleurs doivent faire preuve d'un grand esprit de responsabilité dans l'usage du droit de grève" (RS n° 13).

De toutes façons, les staliniens n'envisagent l'usage de la grève que "pour ou contre l'application des orientations de la Charte Nationale, pour le succès ou l'échec de la bataille de la production". En d'autres termes, ils n'envisagent l'usage de la grève que comme un moyen de soutenir la bourgeoisie bureaucratique contre la bourgeoisie privée.

Ainsi, le PAGES ne dénonce pas le caractère répressif du statut qui prévoit toute une série de sanctions contre les travailleurs qui sortent de la ligne. Le PAGES ne s'oppose pas à l'augmentation de la journée de travail. D'une manière générale, les propositions du PAGES concernant la nouvelle loi s'attachent surtout à montrer que l'usage de la démagogie est parfois plus payant que la force, mais dans le fond, il est d'accord ; il considère que ses critiques ne sont que des "divergences secondaires entre patriotes et progressistes", et ce n'est pas nous qui dirons le contraire!

Sur le plan politique, la situation n'était guère meilleure et pour cause. En une seule année, le gouvernement a été renversé à trois reprises. En dépit de beaucoup de personnalités politiques du pouvoir, l'ex-président a été fait beaucoup d'ennemis et s'est vu de plus en plus contesté au sein de la bourgeoisie. Les milieux d'affaires (bourgeoisie commerciale) lui reprochaient une trop grande mainmise de l'Etat sur l'économie. Si l'on ajoute à cela plusieurs millions dans l'armée, qui ont été payés par le corps expéditionnaire marocain et français, on peut pressentir que dire qu'un coup d'Etat était inévitable, c'était un peu dire que deux et deux font quatre.

## INTERNATIONAL

## MAURITANIE :

## Un coup d'Etat à la solde de l'impérialisme français

Le 10 juillet 1978, un coup d'Etat militaire a renversé le gouvernement Ould Daddah en Mauritanie. Les nouveaux dirigeants ont prétendu sauver le pays de la banqueroute économique, et déclaré que "pour la première fois, des conditions étaient créées pour une action positive au Sahara".

### Les motifs du putsch sur le plan interne.

On peut trouver au coup d'Etat qui a renversé Moktar Ould Daddah plusieurs raisons sur le plan interne.

D'abord, la situation économique déplorable du pays, du fait des efforts de guerre et de la paralysie de l'exploitation minière par les attaques du Polisario. Les exportations minières atteignaient à peine 10 % de leur niveau moyen, alors qu'elles représentaient 90 % des exportations et 30 % du budget.

Le régime, pour régler le traitement des fonctionnaires, était obligé de contracter emprunt sur emprunt auprès de la France, de l'Arabie Saoudite ou du Maroc. Les salaires étaient amputés de près de 25 % par des impôts divers destinés à l'effort de guerre. Les pénuries alimentaires, la cherté de la vie, voilà où en était l'économie mauritanienne avant le coup de force du 10 juillet.

Sur le plan politique, la situation n'était guère meilleure et pour cause. En une seule année, le gouvernement a été remanié à trois reprises.

En écartant beaucoup de personnalités politiques du pouvoir, l'ex-président s'est fait beaucoup d'ennemis et s'est vu de plus en plus contesté au sein de la bourgeoisie. Les milieux d'affaires (bourgeoisie compradore) lui reprochaient une trop grande main-mise de l'Etat sur l'économie. Si l'on ajoute à cela plusieurs mutineries dans l'armée, qui ont été matées par le corps expéditionnaire marocain et français, on peut presque dire qu'un coup d'Etat était inéluctable.

.../...

Pour faire face au mécontentement des masses dû à la guerre (dont la situation économique est une conséquence), et assurer une relative stabilité politique, cela en l'absence de forces politiques et civiles capables d'offrir une solution de rechange, c'est, comme dans la plupart des pays sous-développés, l'armée qui s'est avérée la seule force politique de la bourgeoisie capable d'assurer le pouvoir d'Etat.

#### Les motifs du putsch, sur le plan externe.

Si le putsch militaire a été motivé par la situation de crise sur le plan interne, il est incontestable qu'il y a d'autres facteurs qui ont joué.

Quand on sait le degré de dépendance de la Mauritanie vis-à-vis du capitalisme français, quand on sait que l'armée et les services de renseignements mauritaniens sont en fait dirigés par un corps d'assistants techniques militaires français, il devient évident que le coup d'Etat n'a pas pu se faire à l'insu de Paris.

On pourra sans risques avancer que le coup d'Etat s'est fait avec la bénédiction de l'impérialisme français. Cela est d'ailleurs confirmé par les premières déclarations des militaires qui ont affirmé qu'ils n'avaient nullement l'intention de remettre en cause leurs relations avec la France. Ils ont même annoncé des mesures de dénationalisations afin de faciliter les investissements étrangers, et déclaré qu'ils retourneraient dans la zone franc.

Leur position plus souple sur l'affaire du Sahara semble aussi parfaitement cadrer avec l'actuelle politique du capitalisme français. On sait que depuis un certain temps, il y a une série de tractations diplomatiques (voyage de Bouteflika, ministre algérien des Affaires Etrangères, à Paris, etc..), orchestrées par Paris et visant à une solution négociée de l'affaire du Sahara. L'impérialisme souhaite apparemment jouer un rôle d'arbitre, sachant que l'instabilité politique qui règne risque à long terme de desservir ses intérêts.

Surtout que, pour quelques miettes, il pourrait à nouveau regagner une place prépondérante sur les marchés que représente l'économie algérienne. La bourgeoisie, de son côté, est prête à tous les compromis, comme l'a dit Bumedienne en parlant de "ressentiment qu'on doit mettre au frigidaire".

#### A qui profite donc le putsch ?

Il va de soi que le premier bénéficiaire du coup d'Etat militaire est l'impérialisme français, qui d'ores et déjà profite de l'existence d'un régime qui lui est directement soumis. Il en profiterait encore plus si ses projets de règlement de l'affaire du Sahara se réalisaient.

Il pourrait ainsi continuer à piller les richesses de la Mauritanie, du Sahara et du Maroc sans être inquiété par la guerilla du Polisario, et tout en se gagnant les faveurs de la bourgeoisie algérienne.

Le renversement d'Ould Daddah pourrait aussi permettre, s'il débouchait sur un règlement du problème du Sahara, aux bourgeoisies algérienne,

## MAURITANIE

mauritanienne et marocaine, d'avoir quelques miettes, les uns ayant un débouché sur la mer, les autres une part des richesses du Sahara.

Il se peut même, si le projet d'une fédération du Sahara occidental et de la Mauritanie voyait le jour, que la direction nationaliste du Polisario puisse avoir accès à la mangeoire gouvernementale du nouvel Etat.

Pour les masses mauritaniennes, le nouveau régime n'apportera aucun changement significatif. Si un règlement politique survenait dans la question du Sahara, il montrerait à tous les travailleurs de la région que si ce sont eux, à Zouérate, à Nouakchott, à Rabat, dans les camps ou à Alger qui ont fait les frais du conflit, directement ou indirectement, ce ne sont pas eux qui profiteront de la paix. Si un tel règlement avait lieu, il serait bien significatif quant à l'hypocrisie des bourgeoisies de la région, qui sont prêtes à faire couler à flots le sang des travailleurs pour satisfaire leurs désirs de rapine.

## TUNISIE

Même en prison,  
H. Achour et sa clique  
restent les ennemis  
des travailleurs !

A la suite des émeutes ouvrières du 26 janvier dernier et de l'opposition de certains dirigeants de l'UGTT au gouvernement destourien, ce syndicat a subi ce qu'on appelle une mise au pas, et l'ancienne direction a été emprisonnée.

C'est aux procès de IOI syndicalistes que nous avons assisté au long des mois de juillet et d'août en Tunisie, aux tribunaux de Sousse et de Sfax. Ces évènements ont suscité une campagne de dénonciation de la répression en Tunisie, mais ils ont été également l'occasion pour certains de faire des anciens dirigeants syndicaux, des martyrs de la classe ouvrière.

Cette mystification est dangereuse pour les travailleurs, car elle tend à faire croire que l'ancienne direction de l'UGTT représentait réellement les travailleurs.

.../...

- Le déroulement des procès montre une fois de plus les méthodes dictatoriales de la bourgeoisie tunisienne !

Bien que les procès aient été officiellement déclarés ouverts au public, il s'en est fallu de peu pour que seules les familles des inculpés puissent y accéder. Quelques avocats et un membre d'Amnesty International ont dû être finalement acceptés en tant qu'observateurs, pour mettre fin aux multiples protestations des syndicats étrangers et d'organisations libérales, contre la censure établie par le régime de Bourguiba.

La liste des "pièces à conviction" se résumait à : des barres de bois, des tuyaux métalliques, et deux pistolets découverts dans les bureaux de l'UGTT. Il n'en a pas fallu davantage à l'accusation pour qu'elle réclame la peine consacrée à ceux qui "complotent contre la sûreté de l'Etat" : la peine de mort !

Mais ce qui est le plus révélateur des méthodes que la bourgeoisie tunisienne a employées par le passé contre les travailleurs, et qu'elle ne manquera pas d'utiliser à nouveau lorsque son pouvoir sera en danger, c'est la torture exercée contre les syndicalistes.

En effet, de nombreux accusés ont été obligés de s'avouer coupables, sous la torture. Au cours des séances du procès à Sousse, plusieurs d'entre eux ont pu désigner leurs tortionnaires présents au milieu de nombreux indicateurs, flics de la Brigade de l'Ordre Public (B.O.P. : sorte de milice gouvernementale) !

Ils ont aussi pu montrer les marques des sévices qu'ils avaient subis : coups, ongles arrachés, brûlures, etc... Par ailleurs, il semble confirmé que le secrétaire de la Fédération des Banques et Assurances de l'UGTT, soit mort sous la torture, et que H. Achour (secrétaire général de l'UGTT) y ait perdu son oeil. Bref, la bourgeoisie tunisienne utilise des méthodes qui n'ont rien à envier à celles des nazis !

- La bureaucratie syndicale se sert des procès,...

Les résistances passives ou actives à la "caporalisation de l'UGTT" ont été nombreuses. Dans les usines, des groupes clandestins sont apparus et se sont opposés à l'infiltration de la nouvelle direction syndicale. Mais cette résistance a été bien plus une réaction des travailleurs contre la répression accrue qu'exerce la bourgeoisie tunisienne, qu'un soutien à l'ancienne direction syndicale et à sa ligne politique.

Cependant, il subsiste à ce sujet de nombreuses illusions dans la classe ouvrière tunisienne : et c'est à leur renforcement que travaille la fraction syndicale soutenant l'ancienne direction (actuellement en prison), en tentant de canaliser le mécontentement des travailleurs derrière elle.

Cette fraction syndicale, soutenue également par une partie de la base, s'est beaucoup démenée ces derniers temps pour faire croire que les anciens cadres de l'UGTT représentaient réellement les intérêts des travailleurs. Une pétition contre la nouvelle direction aurait à ce jour été approuvée par 2500 adhérents. Un bulletin interne de l'UGTT représentant la ligne de l'ancienne direction a été publié ; des boycotts d'assemblées générales ont été organisés avec quelque succès.

.../...

Cette fraction, regroupée derrière H. Achour, n'a pas manqué non plus de lancer des mots d'ordre de soutien aux syndicalistes emprisonnés, pendant les manifestations qui se sont déroulées ces derniers temps : ainsi, celle du 19 juillet qui a réuni près de 400 personnes et qui fut dispersée par les B.O.P. à Tunis, après des arrestations.

A cette entreprise de mystification visant à faire de Achour un martyr de la classe ouvrière, les syndicats des pays européens principalement (CGT, CFDT, etc..), ont apporté une aide appréciable, en envoyant de nombreuses lettres de protestation aux ministres et chefs d'Etat tunisien et français. De même, de nombreuses organisations d'extrême-gauche en France et en Tunisie participent à cette mascarade en taisant le rôle qu'a été celui de l'UGTT lors des émeutes ouvrières du 26 janvier et dans les batailles de classe précédentes.

- ... mais les bureaucrates syndicaux n'en restent pas moins les ennemis des travailleurs !

Les révolutionnaires sont contre la torture. De ce fait, ils réclament la libération de tous les prisonniers politiques, bureaucrates syndicaux compris. Ce mot d'ordre doit être avancé, car les travailleurs ont intérêt à lutter pour la liberté de s'organiser, de se réunir et d'exprimer leurs opinions politiques. Ce combat, s'il n'est que réformiste dans son contenu, n'en sert pas moins les travailleurs : d'une part, il peut renforcer aujourd'hui leur unité et leur volonté de lutte ; de l'autre, l'acquisition dans les faits de ces droits, est une arme de plus, essentielle, que le prolétariat utilisera en vue des prochains combats de classe.

Mais si les révolutionnaires peuvent s'associer à des luttes contre les sévices infligés aux bureaucrates syndicaux emprisonnés, une de leurs tâches premières doit être la dénonciation du caractère contre-révolutionnaire de l'UGTT et de ses dirigeants (même en prison).

Pour démontrer ce caractère contre-révolutionnaire, pour démontrer que les bureaucrates syndicaux sont des agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, on doit examiner la question sous différents aspects :

- Un des arguments utilisés par ceux qui pensent que H. Achour et compagnie défendent les intérêts des travailleurs, consiste à dire : "S'ils ont été mis en prison, torturés, voire assassinés par Bourguiba, c'est parce qu'ils sont du côté des travailleurs, etc...".

A cela, on peut objecter que bien souvent, les affrontements entre les différentes fractions de la bourgeoisie prennent un caractère violent, surtout dans les pays de dictature où chaque changement de cliques se termine par des emprisonnements, tortures et assassinats (cf. le renversement de Ben Bella par Boumediène...).

Donc, en soi, le fait que Achour soit en prison n'implique pas qu'il lutte dans le camp des travailleurs. D'ailleurs, l'ancien responsable de l'UGTT à Sousse, membre du bureau exécutif national, a lui-même affirmé lors de l'une des séances des procès : "L'histoire prouvera que nous n'étions pour rien dans les émeutes du 26 janvier" !

En réalité, H. Achour et consort ont été en butte à la répression, parce

.../...

## QUI SOMMES-NOUS ?

qu'ils ont essayé de se servir du mécontentement des masses pour jouer leurs propres cartes dans la lutte pour la succession de Bourguiba. Ce que leur reprochent leurs rivaux, c'est d'avoir joué aux apprentis-sorciers, en se servant de la mobilisation du prolétariat pour leurs propres fins.

- Si nous prenons le problème autrement et que nous examinons un tant soit peu la politique de l'UGTT du temps de l'ancienne direction, on aboutit de fait aux mêmes conclusions. Rappelons-nous (entre autres) l'opposition de la bureaucratie syndicale aux grèves en 1975/76 dans les PTT et les chemins de fer tunisiens ; rappelons-nous le "pacte social" (contrat anti-ouvrier assurant la paix sociale, signé entre le gouvernement tunisien et l'UGTT) ; n'est-ce pas H. Achour qui l'a signé ? L'attitude par le passé de l'ancienne direction est en fait plus que significative quant à son rôle d'agent de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière !

- Enfin, un autre facteur permet aussi de bien comprendre à la fois le rôle de l'ancienne direction (et celui de toutes les bureaucraties syndicales). C'est le fait que l'UGTT vive des subsides de l'Etat (également comme toutes les bureaucraties syndicales). Ainsi, les fonds de l'UGTT proviennent principalement du patronat qui prélève 1 % des salaires des ouvriers, et le versent au syndicat. D'autre part, bon nombre de bureaucrates sont des fonctionnaires qui émargent au budget de l'administration ; certains sont eux-mêmes des patrons. H. Achour est ainsi propriétaire d'une agence touristique, PDG d'une société de transport et actionnaire de l'hôtel Amilcar. Il est clair que l'appareil syndical est fortement intégré à l'appareil d'Etat, et que ses liens économiques font de lui un agent de la bourgeoisie parmi les travailleurs.

Pour toutes ces raisons, nous pensons que, même en prison, les bureaucrates syndicaux restent les ennemis de la classe ouvrière, et qu'il faut se garder de les présenter comme des martyrs des couches laborieuses.

## Visite de Hua Kuo Feng au Shah d'Iran :

### Qui se ressemble s'assemble

Hua Kuo Feng, premier homme politique en Chine vient de finir une tournée qui, après la Roumanie et la Yougoslavie, l'a mené en Iran.

Alors que les masses iraniennes se révoltent contre la dictature et l'oppression, Hua Kuo Feng vient d'apporter son soutien au régime du Shah.

Hua Kuo Feng a prolongé plus que prévu son séjour en Iran, et il s'est signalé par des déclarations fracassantes sur l'"anti-impérialisme" de l'empereur sanglant iranien.

C'est ainsi que la Chine soi-disant "socialiste" apporte son soutien à un régime qui détient 100 000 prisonniers politiques, qui exécute 100 personnes par an pour délit d'opinion, qui fait de la torture une méthode de gouvernement, et qui répond aux revendications économiques et politiques des travailleurs à coups de fusil !

Ne parlons pas du fait que le Shah soit dans la région un gendarme à la solde de l'impérialisme US, et que son rôle soit de contrôler et de réprimer tout mouvement révolutionnaire dans le Golfe Persique (cf. l'intervention iranienne au Dhofar à l'appel du sultan d'Oman).

Ce n'est évidemment pas la première fois que les bureaucrates bourgeois de Chine soutiennent des régimes réactionnaires, comme celui de Pinochet ou de Mobutu.

Cette politique ne date pas d'aujourd'hui; que ce soit du temps de Mao ou de la "bande des quatre", la bourgeoisie bureaucratique chinoise s'est toujours placée dans le camp des oppresseurs contre les opprimés.

Jamais la Chine n'a mené une politique internationaliste en s'alliant avec les travailleurs des différents pays contre l'impérialisme, qu'il soit russe ou américain.

Aussi, même s'il ne nous étonne pas, le voyage de Hua Kuo Feng en Iran confirme cela.

## QUI SOMMES - NOUS ?

Ce bulletin ronéoté est la publication de l'Organisation Communiste Révolutionnaire Internationaliste d'Algérie. Il se veut un trait d'union entre la réalité que vivent les travailleurs dans l'immigration et celle de leur pays d'origine.

Il se veut aussi un moyen de contact avec les camarades qui se fixent les mêmes objectifs que nous.

- Notre but est la destruction de l'Etat bourgeois, l'instauration de la dictature du prolétariat et l'abolition de l'esclavage salarié. La dictature de la classe ouvrière, à la tête des paysans pauvres et des travailleurs agricoles doit être l'instrument du renversement systématique de la classe exploiteuse. Elle n'a rien de commun ni avec le Capitalisme d'Etat, - solution de survie pour le Capital -, ni avec la fausse démocratie bourgeoise, - cette forme hypocrite de la domination des capitalistes -, avec son égalité formelle.

Mais les conseils ouvriers, manifestation directe de la démocratie prolétarienne, sont l'image concrète du pouvoir des travailleurs.

- L'organisation des révolutionnaires doit jouer un rôle moteur dans la généralisation des luttes contre le Capital, et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

- Les travailleurs n'ont pas de patrie. Les frontières sont le cadre de leur exploitation. La société communiste ne peut se construire dans un seul pays. L'émancipation des travailleurs exige l'unité internationale des prolétaires, et la conscience de leurs intérêts de classe, par delà les limites nationales. Il n'y a pas actuellement de pays socialiste au monde.

- Il est nécessaire, pour nous démarquer de certains courants maoïstes, staliniens, et réformistes de toute teinte, de souligner que la révolution communiste ne pourra se réaliser que sous la direction du prolétariat, et qu'une lutte de libération nationale ne saurait remplacer une révolution prolétarienne, cette dernière réalisant seule les intérêts de classe du prolétariat.

"QUE LES CLASSES DOMINANTES TREMBLENT  
DEVANT UNE REVOLUTION COMMUNISTE.  
LES PROLETAIRES N'ONT RIEN A PERDRE  
QUE LEURS CHAINES,  
ILS ONT UN MONDE A GAGNER."

("Le Manifeste Communiste")